

Paris, le 20 mai 2021

# **Audrey, assistante sociale assassinée dans l'exercice de ses fonctions**

Un policier est mort assassiné. Cet acte profondément regrettable et inadmissible devrait interroger sur les missions de la police, ses moyens et sa formation. Or à l'inverse et comme toujours, il sert de surenchère sécuritaire et liberticide nauséabonde de la part de tout un personnel politique de même que médiatique. Surtout que pendant ce temps-là, un autre évènement tout aussi grave avait lieu au travers de la mort d'une assistante sociale du département de l'Aube lors d'une de ses visites à domicile dans le cadre d'un accompagnement professionnel personnalisé. Pour celui-ci, ni relais médiatique ni déclaration politique, ou presque.

La liste des assistant-es sociaux tué-es ces dernières années dans l'exercice de leur fonction est longue. Aussi ce nouveau drame mériterait tout autant des manifestations d'hommage et de soutiens aux assistant-es sociaux lesquels figurent en bonne place des premier-es de corvée, chargé-es de panser les plaies d'une société malade de la dilution des liens sociaux et de la destruction des cadres collectifs et dispositifs permettant pourtant d'amortir la misère sociale. Outre l'indispensable renforcement de leurs moyens et de leur protection, il mériterait que le gouvernement se mobilise réellement face aux véritables urgences sociales, en supprimant les causes plutôt que de participer au bruit de bottes sécuritaire qui ne sera d'aucun effet. C'est d'un véritable plan de lutte contre la pauvreté, pour la mise en place de services publics sociaux dont la société a besoin. Nous n'avons pas besoin de lois liberticides et sécuritaires qui n'arriveront jamais à pallier les effets délétères de la misère sociale.

**Ce qu'il nous faut, ce sont d'assistant-es sociales en nombre, protégées et reconnues dans leurs fonctions, dotées des moyens à hauteur des enjeux dans un contexte d'aggravation des inégalités et de paupérisation des populations fragiles. Des politiques sociales luttant réellement contre le chômage et les discriminations, pour l'accroissement des salaires, pour la mise en place de services publics utiles à la population, voilà les urgences que nous revendiquons et exigeons. Maintenant.**